



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 11/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NORMAL SOUPE (SEVALOR)**

305 rue Frédéric Sarazin  
77550 Réau

Références : E/24- 1576  
Code AIOT : 0006523475

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de la visite réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement NORMAL SOUPE (SEVALOR) implanté 305 rue Frédéric Sarazin 77550 Réau. L'inspection a été annoncée le 28/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite faisait suite, d'une part, à la mise en service des installations et, d'autre part, à un dossier de porter-à-connaissance déposé par l'exploitant

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORMAL SOUPE (SEVALOR)
- 305 rue Frédéric Sarazin 77550 Réau
- Code AIOT : 0006523475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NORMAL SOUPE (SEVALOR) est titulaire de l'arrêté préfectoral n° 2021-32/DCSE/BPE/IC du 27 juillet 2021 pour l'exploitation d'une installation de déconditionnement et d'hygiénisation de biodéchets, située sur le territoire de la commune de Réau (77550).

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement est autorisé pour les activités suivantes de la nomenclature :

Rubrique	Régime(*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volumes concernés
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971, La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Déconditionnement et hygiénisation de déchets composés d'au moins 80 % de biodéchets.  <b>Capacité annuelle maximale de déchets déconditionnés et hygiénisés (un déchet entrant n'étant comptabilisé qu'une fois) :</b> • 110 t/j • 40 000 t/an.
2910-A-2	DC(**)	2910. Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...] si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière GNV pour production eau chaude et chauffage bâtiment  <b>Puissance thermique maximale de 4 MW</b>

(\*) A (autorisation), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)\*\*

(\*\*) En application de l'article R. 512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

L'installation a été mise en service le 3 mai 2023,

Le 18 juillet 2023, la société NORMAL SOUPE (SEVALOR) a déposé un dossier de porter-à-connaissance, pour solliciter les modifications suivantes :

- modification de l'adresse du siège social et du capital social de l'entreprise,
- changement de la rubrique ICPE dont relève l'établissement, suite à une évolution de la nomenclature, induisant un changement de régime de l'installation (régime de l'enregistrement au lieu du régime de l'autorisation),
- réduction de la puissance installée de la chaudière (induisant un déclassement de cette installation),
- modification du volume de la cuve des intrants liquide (passage de 50 m<sup>3</sup> à 100 m<sup>3</sup>),
- modification de la capacité totale des trémies (passage d'une trémie de 165 m<sup>3</sup> à deux trémies de capacité cumulée de 88 m<sup>3</sup>),
- aménagement d'une rétention des eaux d'extinction incendie au sein du hangar, au lieu d'un bassin dédié,

- modification des emplacements de la chaudière (déplacée à l'extérieur du hangar), du stockage des intrants liquides, des cuves de stockage extérieures, des cuves d'hygiénisation, et du forage,
- suppression de la couverture du biofiltre (l'auvent du hangar faisant couverture),
- absence de réalisation d'une cheminée (sans remise en cause de la possibilité de mesurer les émissions atmosphériques),
- mise en place d'une deuxième ligne de déconditionnement pour les biodéchets emballés, issus de la collecte auprès des grandes et moyennes surfaces (GMS),
- changement des modalités de récupération des eaux de toiture,
- modification de la procédure d'admission des matières entrantes (tolérance pour les sacs krafts),
- ajout de codes déchets à la liste des déchets admissibles sur l'installation,
- absence de réalisation du compartiment de décantation en amont du bassin de gestion des eaux pluviales.

Ce porter-à-connaissance fait notamment suite à la création de la rubrique n° 2783 (Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique) de la nomenclature ICPE, par le décret n° 2023-153 du 2 mars 2023.

Suite à l'entrée en vigueur du décret n° 2023-153 du 2 mars 2023, l'installation de déconditionnement de biodéchets, exploitée par l'établissement, relève désormais du régime de l'enregistrement, la quantité de biodéchets déconditionnés étant supérieure ou égale à 30 t/j. De ce fait, les activités de l'établissement ne relèvent plus de la rubrique n° 2791 (traitement de déchets non dangereux). Elles sont par ailleurs, en complément de l'arrêté préfectoral portant autorisation du 27 juillet 2021 précité, réglementées par l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Du fait de la réduction de puissance de la chaudière par rapport à la puissance initialement autorisée (895 kW au lieu de 4 MW), les activités de l'établissement ne relèvent plus de la rubrique n° 2910 (combustion).

La visite du 19 juin 2024 portait ainsi, en complément des modifications décrites dans le porter-à-connaissance, sur certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral portant autorisation du 27 juillet 2021, ainsi que sur certaines prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 mars 2023 précité.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 17	Demande d'action corrective	2 mois
15	Système d'aspiration des odeurs et de leur traitement par biofiltre	Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 3.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Contrôle de l'hygiénisation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 5.3.4	Demande d'action corrective	2 mois
17	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Ressources en eaux et mousse	Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 7.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
21	Déclaration des résultats	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	sur GIDAF	20/06/2023, article 4	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4	Sans objet
2	Implantation	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 5	Sans objet
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 9	Sans objet
5	Plan des locaux	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 10	Sans objet
6	Dispositifs de rétention	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 13	Sans objet
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 14	Sans objet
8	Nature des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 15	Sans objet
9	Information préalable sur les matières à traiter	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 16	Sans objet
11	Conditions d'entreposage et temps de séjour des déchets	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 18	Sans objet
12	Canalisation des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 19	Sans objet
13	Points de prélèvements pour les contrôles	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 20	Sans objet
14	État des odeurs	Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 3.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite des installations effectuée le 19 juin 2024 a porté sur les éléments suivants :

- le porter-à-connaissance transmis le 18 juillet 2023, relatif au reclassement des installations et à certaines modifications des conditions d'exploitation de l'établissement,
- le dossier installation classée,
- l'implantation, le désenfumage et l'accessibilité,
- les dispositifs de rétention,
- les consignes d'exploitation,
- les déchets admis et refusés, ainsi que leur traçabilité,
- les conditions d'entreposage et le temps de séjour,
- le contrôle du procédé d'hygiénisation,
- les effluents aqueux,
- les odeurs,
- les niveaux sonores,
- les moyens de lutte contre l'incendie,
- les substances PFAS.



Il ressort des constats effectués lors de la visite, que les conditions d'exploitation sont conformes aux informations décrites dans le dossier de porter-à-connaissance du 18 juillet 2023.

Les conditions d'exploitation de l'établissement sont globalement conformes sur les points contrôlés.

En revanche, il a été constaté que les échéances pour certaines premières vérifications réglementaires n'ont pas été respectées (désenfumage, extincteurs, rejets du système de traitement des odeurs, niveaux sonores). L'exploitant s'est engagé à faire réaliser ces vérifications et a transmis les justificatifs de programmation. Les résultats seront ainsi à transmettre dès réception.

Une traçabilité des refus de déchets est également à mettre en place.

Par ailleurs, il ressort que le contrôle du procédé d'hygiénisation fait apparaître certaines analyses non conformes, sur la teneur en verre de la pulpe organique hygiénisée. Il convient de resserrer le suivi de la conformité sur ce paramètre, dès réception des résultats non conformes d'une campagne d'analyse.

Enfin, les résultats de la campagne d'analyse PFAS sont à déclarer, dès réception, et à poursuivre sur les campagnes d'analyse consécutives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :  1° Une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;  2° Le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;  3° L'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;  4° Les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;  5° Le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;  6° Les documents prévus par le présent arrêté, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• le plan général des bâtiments ;</li><li>• les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments ;</li><li>• les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;</li><li>• les consignes d'exploitation ; - les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le site de l'installation ;</li><li>• le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</li><li>• le registre des déchets prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement ;</li><li>• le plan des réseaux de collecte des effluents ;</li><li>• les résultats des mesures prévues au IV de l'article 22 ;</li></ul>

Ce dossier est tenu à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Constats :**

Lors de la visite du 19 juin 2024, l'exploitant a présenté le dossier installation classées, comportant l'ensemble des éléments décrits ci-dessus, à l'exception des consignes d'exploitation, qui n'avaient pas encore été établies.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis, en date du 5 juillet 2024, les consignes d'exploitation établies et mises en place dans l'établissement, relatives à :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation présentant un risque d'incendie,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation,
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte précisant notamment les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Implantation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 5

**Thème(s) :** Autre, Dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

I. Le dossier d'enregistrement comprend un plan de masse du site qui précise les fonctions et caractéristiques des différents aires et équipements. Les aires et équipements devant systématiquement figurer sur ce plan sont :

- une aire (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes ;
- une aire (ou équipement dédié) d'entreposage des matières entrantes, adaptée à leur nature ;
- une aire (ou équipement dédié) de déconditionnement des biodéchets ;
- une aire (ou équipement dédié) de réception des refus de déconditionnement avant expédition le cas échéant ;
- une aire (ou équipement dédié) d'entreposage de la pulpe de déconditionnement.

Un nombre d'aires inférieur est accepté sur justification explicite de l'exploitant.

II. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'installation n'est pas implantée dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine.

L'installation est implantée de manière à ce que les différents aires et équipements mentionnés ci-dessus soient situés :

- à au moins 50 mètres des habitations occupées par des tiers, y compris les lieux d'accueil visés au II de l'article 1er de la loi du 5 juillet 2000 susvisée, des stades ou des terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents

d'urbanisme opposables aux tiers, et des établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets ;

- à au moins 35 mètres des puits et forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, des rivages, des berges des cours d'eau, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires, ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ; la distance de 35 mètres des rivages et des berges des cours d'eau peut toutefois être réduite en cas de transport par voie d'eau.

III. L'installation ne surmonte pas ou n'est pas surmontée de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.

**Constats :**

Lors de la visite du 19 juin 2024, il a été constaté que l'implantation des installations est conforme aux prescriptions susmentionnées.

En particulier, l'établissement dispose des aires et équipements pour :

- la réception/tri/contrôle des matières entrantes,
- l'entreposage des matières entrantes, en fonction de leur nature,
- le déconditionnement des biodéchets ;
- la réception des refus de déconditionnement avant expédition le cas échéant,
- l'entreposage de la pulpe de déconditionnement.

Ces aires et équipements sont indiqués sur un plan de masse.

D'autre part, les distances d'implantation sont conformes aux distances susmentionnées.

Les installations ne surmontent pas ni ne sont surmontées de locaux habités ou occupés par des tiers ou à usage de bureau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Désenfumage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup>, sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage

La commande manuelle du dispositif d'actionnement du désenfumage doit être placée en un endroit facilement accessible (près d'un accès principal ou, éventuellement, près d'une issue à proximité du local intéressé ou même, dans certains cas particuliers, près du canton concerné).



Les différentes commandes doivent être signalées et, dans la mesure du possible, regroupées au même emplacement. Leur emplacement est indiqué sur le plan d'intervention.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs sont composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.

Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant l'actionnement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.

#### **Constats :**

Le bâtiment abritant les installations est équipé en partie haute de trappes de désenfumage, dont l'ouverture est pilotée par une commande centralisée. La surface totale de ces trappes représente 2 % de la surface de toiture (justificatif présenté par l'exploitant lors de la visite).

La commande est clairement signalée et matérialisée sur le plan d'intervention, affiché en plusieurs emplacements à proximité des accès du bâtiment.

Il a toutefois été constaté lors de la visite, que les trappes de désenfumage n'ont fait l'objet d'aucune vérification depuis la mise en service de l'établissement.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis un contrat de maintenance annuelle des dispositifs de désenfumage. La prochaine intervention est programmée en juillet 2024. Il convient de transmettre le justificatif d'intervention dès réalisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 4 : Accessibilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions

##### **Prescription contrôlée :**

##### **I. Accessibilité**

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes aux bâtiments, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur

minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.

## **II. Voie « engins »**

Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour la circulation dans le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre des bâtiments est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie d'un bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès aux bâtiments, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie des bâtiments et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

## **III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)**

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;
- longueur minimale de 10 mètres ;

Et présentant au moins les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

## **IV. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)**

À partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens, est prévu un accès à toutes les issues des bâtiments ou au moins à deux côtés opposés, de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.

### **Constats :**

L'établissement est accessible aux services d'incendie et de secours.

Lors de la visite, il a été observé que les voies d'accès et de circulation sont suffisamment dégagées. Des places de stationnement sont disponibles pour permettre aux véhicules liés à l'exploitation du site de stationner sans gêner l'accès des services d'incendie et de secours.

Une voie engin est aménagée sur l'ensemble de la périphérie de l'établissement.

<p>Le bâtiment dispose de plusieurs ouvrants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 porte piéton sur chaque façade,</li> <li>• 3 portes sectionnelles sur la façade Ouest,</li> <li>• 1 porte sectionnelle sur la façade Est.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Plan des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la pollution atmosphérique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation a présenté le plan à jour des équipements d'alerte et de secours, ainsi que le plan des locaux, où sont matérialisés les dangers. Ce plan est par ailleurs affiché dans les installations, à proximité immédiate des accès piétons.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Dispositifs de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de rétention et pollutions accidentelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage de matières entrantes, de pulpe organique, ou de matières susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est effectué sur sol étanche. Lorsque ces matières sont liquides, le stockage est de plus associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas, 800 litres minimum, ou la capacité totale des récipients lorsque cette dernière est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en va de même de son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales d'exploitation.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>

Les cuves de matières liquides, notamment celles contenant la pulpe organique, sont munies de jauges de niveau et de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

III. Pour les installations et projets visés au II de l'article 2, l'exploitant recense, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité. Il planifie ensuite ces travaux en quatre tranches, chacune couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

IV. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

En particulier, toutes dispositions sont prises pour recueillir les éventuelles fractions liquides issues des biodéchets, du procédé de déconditionnement ou de la pulpe organique. Le rejet de ces derniers vers le milieu naturel est interdit.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, et pour qu'ils soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux bâtiments. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante.

L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement, lorsque le confinement est externe.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

#### **Constats :**

Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'entreposage de matières susceptible de créer une pollution des eaux, non muni de rétention.

Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou des matières susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est étanche et permet de recueillir les

eaux de lavages et matières répandues accidentellement.

L'établissement est équipé pour pouvoir recueillir les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport.

La capacité de rétention est assurée à l'intérieur du bâtiment. Les justificatifs de dimensionnement ont été présentés à l'inspection des installations classées. Le réseau d'évacuation des eaux est équipé d'une vanne de sectionnement permettant d'isoler le site du réseau, en cas d'accident.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Consignes d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 14

**Thème(s) :** Autre, Dispositions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation présentant un risque d'incendie ou d'atmosphère explosive ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au chapitre III ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte précisant notamment les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

**Constats :**

Lors de la visite du 19 juin 2024, l'exploitant n'avait pas encore établi les consignes d'exploitation.

Ces consignes ont été transmises postérieurement à la visite par l'exploitant, en date du 5 juillet 2024. Celles-ci, établies à destination du personnel interne et externe à l'entreprise, comprennent les indications spécifiques relatives à :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation présentant un risque d'incendie,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation,
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte précisant notamment les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;



- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Nature des déchets entrants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 15

**Thème(s) :** Autre, Dispositions d'exploitation

##### **Prescription contrôlée :**

Ne sont admis dans l'installation que les biodéchets dont la valorisation nécessite un déconditionnement, à l'exclusion :

- des déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- des sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 8 du règlement (CE) n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 précité ;
- des déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection.

Les déchets conditionnés dans des emballages en verre peuvent être admis mais doivent être traités par lots, sans être mélangés à d'autres flux de déchets.

Les biodéchets non emballés peuvent être introduits dans le procédé de déconditionnement. Toutefois, ils doivent être traités par lots sans être mélangés avec des flux de biodéchets emballés. Le retour de pulpe en tête de traitement n'est autorisé qu'au sein d'un même lot, sous réserve que l'opération ait pour effet d'améliorer la qualité agronomique de la pulpe.

Tout mélange de déchets dans le seul but de diluer les polluants ou impuretés est interdit. Une inspection visuelle est menée sur chaque chargement de déchets arrivant sur le site de l'installation. Les déchets ne respectant pas les critères mentionnés dans le présent article sont retournés à leur expéditeur ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer. Une zone est prévue pour leur entreposage avant expédition.

Une inspection visuelle est également menée avant le déconditionnement. Les déchets autres que ceux autorisés présents accidentellement sont retirés avant le déconditionnement et gérés comme refus de déconditionnement.

##### **Constats :**

Lors de la visite du 19 juin 2024, l'exploitant a présenté le cahier des charges des matières acceptées et interdites. Les critères d'acceptation et d'interdiction contenus dans ce cahier des charges sont conformes aux prescriptions susmentionnées.

Les déchets emballés sont admis et traités séparément des déchets non emballés.

L'exploitant a déclaré que chaque déchargement de déchets faisait l'objet d'une inspection visuelle. L'organisation prévue dans l'installation permet l'identification et l'isolement des indésirables, dans une zone dédiée, avant déconditionnement.

Les déchets conditionnés dans des emballages en verre ne sont pas admis dans l'installation ou, s'ils sont détectés avant déconditionnement, sont déclassés en indésirables et ne sont pas pris en charge dans le procédé de déconditionnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Information préalable sur les matières à traiter**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 16

**Thème(s) :** Autre, Dispositions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

Dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement du 21 octobre 2009 susvisé, l'information préalable comprend l'indication de la sous-catégorie correspondante et, le cas échéant, du dispositif de prétraitement auquel il a été recouru.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées, et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière ou d'un déchet.

Chaque admission de déchets donne lieu au contrôle de leur conformité aux informations mentionnées sur le document d'information préalable. Les déchets non conformes sont retournés à leur expéditeur ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer. Une zone est prévue pour leur entreposage avant expédition.

**Constats :**

L'exploitant a mis en place un système de recueil des informations préalables sur la nature et l'origine des déchets et leur conformité au cahier des charges, avant la première admission, par le biais d'une fiche d'information préalable à l'admission des déchets (FIPAD). Cette fiche comprend les indications suivantes :

- l'identification du demandeur,
- l'identification du producteur,
- l'identification du déchet (sous-produit animal, le cas échéant),
- les paramètres physiques du déchet,
- les quantités, la fréquence et le mode de livraison,
- les engagements à respecter par le demandeur.

Les apports de déchets font l'objet d'un contrôle de conformité à la FIPAD à l'arrivée sur le site.

En cas de non-conformité, il est prévu que les déchets soient réexpédiés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 17
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission.</p> <p>L'exploitant tient le registre prévu par le I de l'article R. 541-43 du code de l'environnement. Il y ajoute l'identité des transporteurs des déchets. En outre, la durée de conservation des données de trois ans prévue par le premier alinéa de ce I est portée à dix ans pour les déchets sortants orientés dans une filière impliquant un retour au sol.</p> <p>Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité chargée de la collecte de ces déchets.</p> <p>Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle visées à l'article L. 255-17 du code rural et de la pêche maritime.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les matières et déchets reçus dans l'établissement font l'objet d'une pesée préalable sur un pont-bascule.</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique des déchets entrants comprenant l'ensemble des informations requises.</p> <p>En revanche, aucun registre n'est prévu pour les livraisons refusées, comprenant la mention des motifs de refus.</p> <p>Aussi, il convient de mettre en place un registre chronologique des refus d'admission, comportant la mention des motifs de refus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Conditions d'entreposage et temps de séjour des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 18
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les systèmes de réception sont configurés de manière à permettre l'extraction de matières non-conformes aux dispositions de l'article 16 directement après leur déchargement, pour réorientation vers une solution de gestion conforme aux dispositions du titre Ier et du titre IV du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Les déchets entrants entreposés dans l'établissement, avant leur prise en charge ou leur réorientation vers une autre solution de gestion, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets entrants ou après déconditionnement. En particulier, la hauteur maximale des dépôts de matières fermentescibles non emballées lors de ces phases est limitée à trois mètres.

La durée maximale d'entreposage des matières entrantes et des pulpes organiques est fixée à 48 heures en conditions normales, avec une tolérance à 72 heures le week-end ou les jours fériés.

La durée maximale d'entreposage prévue par le précédent alinéa peut être prolongée pour les produits alimentaires de longue conservation conditionnés dans des emballages hermétiques, sous réserve de conditions d'entreposage de nature à ne pas en altérer l'intégrité et à ne pas générer de nuisances, notamment olfactives.

L'exploitant prend toutes dispositions pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des animaux nuisibles.

Les refus de tri, notamment ceux issus du déconditionnement, sont évacués régulièrement et sont stockés temporairement en enceinte fermée (benne, compacteur, ...) avant leur évacuation.

En cas d'indisponibilité prolongée des installations, les différents déchets (biodéchets bruts, pulpe organique, refus de tri) sont acheminés vers une installation dûment autorisée à les prendre en charge aussi rapidement que possible, et en tout état de cause dans un délai n'excédant pas 72 heures. Durant ce laps de temps, l'exploitant met en place des mesures de gestion adaptées permettant de limiter l'apparition de nuisances olfactives pour le voisinage.

Les aires d'entreposage de matières entrantes susceptibles de générer une pollution des eaux ou des sols, ainsi que les aires d'entreposage de pulpe organique, sont abritées des eaux pluviales. Le présent alinéa est applicable aux installations visées au II de l'article 2 à compter du 1er janvier 2024.

Les aires d'entreposage visées à l'alinéa précédent doivent en outre faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les événements météorologiques d'intensité décennale afin d'éviter les débordements ou l'apparition de conditions anaérobies.

#### **Constats :**

Les conditions et moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau des entreposages de déchets entrants ou après déconditionnement sont prévues dans l'établissement. La hauteur des dépôts n'excède pas 3 mètres.

La durée maximale d'entreposage des matières entrantes et des pulpes organiques est inférieure à 48 heures. Dans les faits, cette durée n'excède pas 24 heures (après hygiénisation pour la pulpe organique).

Un contrat de dératisation et de désinsectisation est en place dans l'établissement, pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des animaux nuisibles. Ce contrat prévoit 4 passages par an.

Les refus de tri et ceux issus du déconditionnement sont entreposés dans des compacteurs et bennes et font l'objet d'évacuations régulières, vers une installation d'incinération de déchets non dangereux. Ces refus représentent entre 10 % et 15 % des déchets entrants.

Les aires d'entreposage de matières entrantes, ainsi que les aires d'entreposage de pulpe organique, sont abritées des eaux pluviales.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Canalisation des effluents aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les effluents aqueux sont canalisés (eaux usées domestiques, eaux pluviales, eaux de lavages...). Tout rejet d'effluent liquide, non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions, est interdit.  Le réseau de collecte est de type séparatif, permettant d'isoler les eaux résiduares des eaux pluviales.  Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduares et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif adéquat.  Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Les aires de lavage des véhicules et des contenants éventuels (caisses, palettes...) permettent la récupération des eaux souillées.
<b>Constats :</b>  Les installations sont conçues pour que l'ensemble des effluents aqueux soient canalisés. Le réseau de collecte dans les installations est de type séparatif et permet de séparer les eaux résiduares des eaux pluviales. Les effluents aqueux susceptibles d'être pollués sont traités avant rejet dans l'environnement, par un débourbeur-déshuileur.  Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan des réseaux de collecte des effluents, faisant apparaître les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, de mesure, vannes manuelles.  Les aires de lavage des véhicules et contenants permettent la récupération des eaux souillées et leur traitement par micro-station (traitement de la boue « activée » à aération prolongée avec biofiltre, pour la réduction de la pollution organique).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Points de prélèvements pour les contrôles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).  Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit



suffisamment homogène.
Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>
La canalisation de rejet des effluents aqueux dispose d'un point de prélèvement d'échantillons en sortie de réseau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : État des odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prescriptions spécifiques aux odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>Un état des lieux des odeurs perçues dans l'environnement est réalisé par un organisme agréé avant la mise en service de l'installation. Dans un délai de six mois après la mise en service de l'installation, l'exploitant procède à un nouvel état des odeurs perçues dans l'environnement selon la même méthode.</p> <p>Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois qui suit.</p> <p>En cas de perception d'odeurs dans le voisinage malgré les mesures retenues, l'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances. La concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans ladite évaluation au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 UO<sub>E</sub>/m<sup>3</sup> plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.</p> <p>Le cas échéant, des moyens de lutte complémentaire contre les nuisances olfactives peuvent être prescrits par arrêté complémentaire pris en application des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b>
<p>L'exploitant a fait réaliser un état des odeurs perçues dans l'environnement le 4 avril 2024 par un organisme agréé. Cet état des odeurs conclut que l'établissement n'est pas à l'origine d'émissions d'odeurs significativement perceptibles dans un rayon de 1 km.</p> <p>Lors de la visite, il a toutefois été rappelé à l'exploitant que l'obligation de faire réaliser cet état des odeurs dans un délai de six mois après la mise en service de l'installation n'avait pas été strictement respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 15 : Système d'aspiration des odeurs et de leur traitement par biofiltre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 3.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions de rejet

**Prescription contrôlée :**

[...]

### 3.3.3.2 Valeurs limites d'émission

Les rejets issus en sortie du système de traitement des odeurs doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Système d'aspiration des odeurs et biofiltre (ou équivalent)
Concentration	Flux
Poussières, y compris particules fines	10 mg/Nm <sup>3</sup>
Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S)	5 mg/Nm <sup>3</sup>
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	40 mg/m <sup>3</sup>
Odeurs	1000 UO <sub>E</sub> /m <sup>3</sup>

### 3.3.3.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

En sortie du système de traitement des odeurs, l'exploitant fait procéder, au moins une fois par an et par un organisme agréé, à une mesure du débit rejeté et des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés à l'article 3.3.3.2. du présent arrêté selon les normes en vigueur et sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. La première mesure a lieu dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Les méthodes d'échantillonnage de mesure et d'analyse sont conformes à celles définies par les réglementations ou normes françaises ou européennes en vigueur.

Une synthèse des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe est effectuée dans le bilan environnement annuel prévu à l'article 2.8.2. La synthèse est accompagnée de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 19 juin 2024, l'exploitant a indiqué que la mesure du débit rejeté et des concentrations dans les effluents atmosphériques, émis en sortie de système de traitement des odeurs par biofiltre, n'avait pas été réalisée, alors que cette mesure aurait dû être réalisée dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. L'exploitant a précisé qu'une mesure était

programmée par un organisme agréé en date du 25 juin 2024.

Il conviendra de transmettre, dès réception, les résultats de la mesure effectuée le 25 juin 2024 par l'organisme agréé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 16 : Contrôle de l'hygiénisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 5.3.4

**Thème(s) :** Autre, Gestion des installations de traitement

**Prescription contrôlée :**

Les déchets pré-traités par hygiénisation à l'intérieur de l'établissement font, après hygiénisation, l'objet des analyses suivantes :

Paramètre à contrôler	Méthode de prélèvement	Fréquence de contrôle	Méthode de contrôle	Valeurs limites à respecter
Innocuité	Prélèvement au niveau de la zone de chargement des citernes. Constitution d'un échantillon d'1 L à partir d'un volume de 10 L prélevé en trois fois (début, milieu et fin du chargement d'une citerne), juste après homogénéisation	1 fois par trimestre (sauf la première année de fonctionnement, où elle doit être contrôlée au moins 1 fois par mois)	Selon agrément sanitaire et Règlement (CE) n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine	
Taux d'indésirables	Analyse en laboratoire selon la norme NF U 44-164	Conformité à la norme		
Potentiel méthanogène	Tests de digestion anaérobie ou analyse chimique en laboratoire			

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Plus généralement, toutes les analyses nécessaires à l'admission des déchets traités au sein du site vers un autre site sont prises afin de garantir le respect du cahier des charges des déchets entrants sur ce dernier site et du respect des réglementations et normes auquel ce dernier site est tenu de se conformer.

Par ailleurs, les produits de nettoyage susceptibles d'être incorporés dans la soupe de biodéchets

sont sélectionnés de manière à ne pas avoir d'impact sur la qualité de la soupe finale, et ne pas avoir d'impact sur les traitements biologiques ultérieurs effectués dans d'autres installations. Le nom et les caractéristiques des produits utilisés (fiches de données sécurité), avec leur quantité, sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant fait procéder par un laboratoire, mensuellement, à une analyse de la pulpe organique, après hygiénisation, selon les critères de la norme NF U 44-164.

Il ressort des résultats de ces analyses que les lots analysés les 3 premiers mois, présentaient une non-conformité sur la teneur en verre mesurée (valeurs mesurées entre 6,8 et 29,5 g/kg, pour une valeur limite à 3 g/kg).

L'exploitant a indiqué avoir systématiquement procédé à certaines modifications des réglages du déconditionneur, ainsi qu'à des remontées et actions de sensibilisation auprès des collecteurs et des producteurs, voire à une suspension des admissions.

Il ressort toutefois une difficulté de mettre en place une nouvelle analyse du premier lot en cas de non-conformité détectée, les résultats des mesures ne parvenant à l'exploitant qu'environ 3 semaines après analyse. Or, compte tenu des obligations en matière d'évacuation des pulpes hygiénisées, ces dernières sont évacuées du site moins de 48 heures après hygiénisation.

Il convient toutefois, en cas de non-conformité détectée, de déclencher une nouvelle analyse de la pulpe hygiénisée entreposée dans l'établissement, dès réception des résultats.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 17 : Niveaux sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores

**Prescription contrôlée :**

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement s'applique à l'installation.

**6.2.1. Valeurs Limites d'émergence**

En application et selon les définitions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)

Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
<p><b>6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation</b>  Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p>		
PERIODES	Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)
<p>De plus, la durée d'apparition de tout bruit particulier, à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique ne doit pas excéder 30 % de la durée de fonctionnement du site dans chacune des périodes visées ci-dessus.</p> <p><b>6.2.3. Mesures périodiques des niveaux sonores</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans, aux frais de l'exploitant. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>		
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 19 juin 2024, l'exploitant a indiqué que la mesure du niveau de bruit et de l'émergence, n'avait pas été réalisée, alors que cette mesure aurait dû être effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis un devis signé en date du 29 juin 2024, pour la réalisation de cette mesure, par un organisme qualifié, au cours de l'été 2024.</p> <p>Il conviendra de transmettre, dès réception, les résultats de la mesure du niveau de bruit et de l'émergence, par l'organisme qualifié.</p>		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant		
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois		

**N° 18 : Ressources en eaux et mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à



défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau d'extinction sous la forme d'une poche souple d'au moins 360 m<sup>3</sup>, et de trois aires d'aspiration de 32 m<sup>2</sup> matérialisées au sol, associées chacune à un demi-raccord fixe à bouchon de 100 mm de diamètre (NF S 61-703) conforme, dont la coquille est orientée en positions haute et basse (NF S 61-706). La réserve et les aires d'aspiration sont implantées en dehors du flux thermique de 3 kW/m<sup>2</sup> et de l'onde de surpression de 20 mbar, ou à défaut, l'exploitant justifie de la résistance de la réserve incendie souple face à ces effets thermiques ou de surpression. L'installation dispose d'une plaque de signalisation pour prises et points d'eau conforme à la NF S 61-221. La réserve incendie est conforme aux normes NF S 62-250, NF S 62-240 et NF S 61-240.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de déchets et de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- d'un système de détection et d'alarme automatique d'incendie.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

#### **Constats :**

Les installations sont équipées d'un réseau de 25 extincteurs (5 dans le bâtiment administratif et 20 dans le bâtiment abritant l'installation de déconditionnement).

Les installations disposent par ailleurs d'une réserve d'eau d'extinction en poche souple, d'un volume nominal de 360 m<sup>3</sup>, équipée de trois aires d'aspiration de 32 m<sup>2</sup> au total, matérialisées au sol et associée chacune à un demi-raccord.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'attestation de référencement de cette réserve incendie, par le SDIS de Seine-et-Marne.

En revanche, l'exploitant n'a pas fait vérifier les extincteurs et les bornes d'éclairage autonome de sécurité (BAES), qui auraient dû faire l'objet d'une première vérification au plus tard 1 an après leur installation.

Un devis a été transmis en date du 5 juillet 2024 à l'inspection des installations classées, pour la réalisation d'une vérification de ces dispositifs au mois de juillet 2024.

Il conviendra de transmettre, dès réception, les justificatifs de réalisation de cette vérification.

Par ailleurs, l'établissement ne dispose pas de système de détection et d'alarme automatique d'incendie. L'exploitant a fait part de difficultés de conception et d'installation de ce type de dispositif, compte tenu du fonctionnement en dépression atmosphérique au sein du bâtiment de déconditionnement.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a fait connaître à l'inspection des installations classées, ses pistes de réflexion pour mettre en œuvre un système répondant aux objectifs requis par les prescriptions en vigueur.

Il conviendra de transmettre les justificatifs de mise en place de ces dispositifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 19 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 <sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait savoir à l'inspection des installations classées qu'il n'avait pas identifié de substance PFAS susceptible d'être utilisée, produite, traitée ou rejetée par l'installation.  Il convient toutefois de transmettre les résultats formalisés de cette identification à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 20 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 <sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé qu'une première campagne d'analyse des substances PFAS au niveau du point de rejets aqueux avait été réalisée. L'exploitant reste dans l'attente des résultats de cette analyse.

Il conviendra de transmettre ces résultats dès réception et d'informer l'inspection des installations classées quant à la réalisation des deux campagnes consécutives.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 21 : Déclaration des résultats sur GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  Il conviendra de déclarer sur GIDAF, dès réception, les résultats de la campagne d'analyse des substances PFAS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois